



République Tunisienne
MDICI
MFPE



Programme financé par
l'Union européenne



Agence Tunisienne pour la Formation Professionnelle- ATFP
Agence de Vulgarisation et de Formation Agricole - AVFA
Agence de la Formation aux Métiers du Tourisme - AFMT
Bénéficiaire(s) d'une attribution directe de subvention
dans le cadre du programme IRADA

LIGNES DIRECTRICES À L'INTENTION DES DEMANDEURS ET CODEMANDEURS DE SUBVENTIONS

LIGNE BUDGÉTAIRE 21.03.01.02 INSTRUMENT EUROPÉEN DE VOISINAGE

Convention de financement : ENI/2015/038-411

Référence : AAP/01/2020/IRADA

Projet régional Formation/Emploi

Table des matières

I.	Contexte du Programme Irada	4
2.	Objectif spécifique de l'appel à projets	4
3.	Résultat attendu	4
4.	Les cinq priorités pour l'évaluation des projets	4
5.	Rappel important sur les subventions de l'Union européenne	5
6.	Montant de l'enveloppe financière mise à disposition	6
	6.1 Montant des subventions	6
7.	Règles applicables au présent appel à projets	7
8.	Critères d'éligibilité	7
	8.1 Éligibilité des demandeurs et des partenaires	7
	A- Demandeur et/ou chef de file	7
	8.2 Partenaire(s) du secteur privé	7
	8.3 Codemandeur(s)	8
	8.4 Associés	8
	8.5 Contractants	8
9.	Projets éligibles : pour quelles actions une demande peut-elle être présentée?	9
	9.1 Définition	9
	9.2 Durée	9
	9.3 Secteurs ou thèmes	9
	9.4 Couverture géographique	9
	9.5 Types de projet	9
	9.5.1 les types de projets éligibles	9
	9.5.2 les Types de Projets non éligibles	10
10.	Types d'activités	11
	10.1 Développement de l'offre de formation initiale/continue en réponse à des besoins de l'économie régionale	11
	10.2 Amélioration de l'accompagnement de la formation et de l'accès à l'emploi	11
	10.3 Activités d'adaptation des référentiels (nouvelles compétences, nouveaux modules)	11
	10.4 Adaptation de l'offre de formation initiale en réponse à des besoins de l'économie régionale	11
	10.5 Réorganisation et amélioration du management des CFP (ATFP, AVFA et AFMT)	12
	10.6 Activités favorisant la mise en synergie régionale et/ou thématique	12
	10.7 Activités non prévues par la PDPP locale	12

II. Visibilité	12
I2. Éligibilité des coûts	13
12.1 Coûts inéligibles	13
I3. Où et comment envoyer la note succincte	14
13.1 Date limite de soumission du dossier	14
13.2 Informations pour la préparation des dossiers de réponse à l'appel à projets	14
I4. Présentation de la demande et procédure d'évaluation de la demande	15
14.1 Vérification administrative et évaluation des résumés de projets	14
1 ^{ère} étape : évaluation de la note succincte	15
14.2 Étape 1 : envoi du contenu du résumé de projet ou note succincte	15
14.3 Étape 2 : envoi du dossier complet	16
14.4 Étape 3 : soutenance orale	16
I5. Évaluation et sélection des projets et attribution de la subvention	17
15.1 Critères de la note succincte	17
15.2 Grille de cotation des notes succinctes	18
15.3 Grille de notation de la soutenance orale	20
I6. Calendrier indicatif des appels à projets	21
I7. Composition du comité d'évaluation	22
17.1 Le comité d'évaluation régional	22
17.2 Utilisation d'assesseurs	23
I8. Conditions de recours	23
I9. Conditions de la mise en œuvre après la décision de sélection	24
Documents à compléter pour le dossier de projet	24
Annexe a 1 : Résumé de projet (format word)	
annexe a 2 : Dossier complet de projet (format word)	
Annexe B : Budget (format excel)	
Annexe C : Modèle de convention/accord-cadre de partenariat CFP/partenaire privé	
Annexe D : Éligibilité des coûts	

I. CONTEXTE DU PROGRAMME IRADA

Le programme « Initiative régionale d'appui au développement économique durable » (IRADA) est financé par l'Union européenne, dotée d'un budget global de 34 millions EUR et la contribution maximale de l'UE à cette action est fixée à 32 millions EUR.

Ce projet a fait l'objet d'une Convention de financement entre la Commission européenne et la République tunisienne signée en décembre 2015 et amendée en juillet 2018 par l'avenant N° 1.

L'objectif principal du programme IRADA est de :

« Contribuer au développement économique durable et inclusif et à l'amélioration de l'employabilité des femmes et des hommes en Tunisie ».

Le programme concerne 8 gouvernorats :

Bizerte, Jendouba, Sidi Bouzid, Sfax, Gabès, Médenine, Gafsa, Kasserine.

2. OBJECTIF SPÉCIFIQUE DE L'APPEL À PROJETS

L'objectif spécifique auquel répond le présent appel à projets IRADA est :

« Améliorer la qualité et la pertinence de l'offre de formation initiale, continue et des services d'accompagnement à l'emploi afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail national et international ».

Selon cet objectif : « Dans le domaine de la formation professionnelle, le Programme agira d'abord au niveau local afin d'impliquer le secteur privé dans l'identification de besoins et la conception de projets d'amélioration de la qualité et de la pertinence de l'offre de formation dans les Centres de formation professionnelle ».

3. RÉSULTAT ATTENDU

Le résultat attendu est que **« des projets d'amélioration de la qualité et de la pertinence de l'offre de formation professionnelle sont conçus et mis en œuvre en concertation entre les acteurs privés et publics pour répondre aux besoins des régions ciblées ».**

4. LES CINQ PRIORITÉS POUR L'ÉVALUATION DES PROJETS

a) Priorité 1 : Répondre à des attentes régionales du marché du travail

- **Projets répondant aux attentes des opérateurs économiques en matière de renforcement des compétences de la main d'œuvre locale**
- **Projets contribuant à l'emploi des apprenants des CFP dans des structures privées locales**
 - devant être recrutés à la suite du projet IRADA : insertion dans l'emploi
 - développant leur propre activité économique : création d'activité
 - maintenus dans leur emploi (renforcement de compétences) : développement de l'employabilité
 - favorisant la mobilité interne (promotion) ou externe (vers un autre emploi plus qualifié)

b) Priorité 2 : Renforcement des capacités du CFP vers des projets publics/privés

- **Projet techniquement innovant renforçant les capacités du CFP**
- **Appui au renforcement interne du CFP**
 - restructuration interne et bonne gouvernance
 - organisation en gestion de projets

• **Renforcement du CFP en matière de décentralisation**

- outils d'autonomisation, cohérence du projet et du contrat d'objectifs avec la tutelle (quand un contrat d'objectifs existe)
- partenariat régional
- réseaux thématiques/géographiques

c) Priorité 3 : Conception, faisabilité et cohérence du projet

- Conception
- Faisabilité
- Cohérence du contrat de partenariat

d) Priorité 4 : Pérennité prévisible des résultats du projet

- Impact
- Appropriation locale
- Effets multiplicateurs

e) Priorité 5 : Transversalité du projet

- Priorités transversales : appui aux groupes vulnérables (chômeurs, femmes, jeunes)...
- Développement d'outils de travail régionaux multi acteurs et pluridisciplinaires

Les projets seront évalués par le comité régional d'évaluation. Les projets validés seront financés dans le cadre du programme IRADA et du contrat de subvention Réf. ENI/2018/400-818. Le rôle de l'ATFP en tant que coordonnateur de l'AVFA et de l'AFMT qui sont eux Co bénéficiaires sera à définir dans un protocole d'accord pour la mise en œuvre de la subvention.

5. RAPPEL IMPORTANT SUR LES SUBVENTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE¹

Les projets candidats au financement sont appelés « projet régional formation/emploi ». Ils seront portés par des consortiums composés par un centre de formation professionnelle public et une association sectorielle, une entreprise ou un groupe d'entreprises. Les ONG pourront aussi y être associées. Les projets seront présentés par au moins un centre de formation professionnelle public situé dans le gouvernorat auprès de la plateforme du gouvernorat concerné.

Autour de ces projets conçus et mis en œuvre au niveau local, le programme pourra prendre en charge tous les aspects d'amélioration de la qualité de la formation :

- l'information et l'orientation professionnelle
- la mise en place d'une démarche d'analyse des besoins
- le renforcement des compétences des formateurs
- l'élaboration de programmes et d'actions de formations initiales et/ou continues en liaison directe avec les besoins identifiés
- la mise à niveau d'équipements de formation et de ressources didactiques,
- le processus de formation et de certification des compétences,
- le management du centre de formation
- le suivi de l'insertion des sortants du dispositif (« décrocheurs », diplômés)
- l'évaluation des résultats de l'apprentissage
- Le suivi des bénéficiaires, etc.

¹ - Paragraphe tiré de l'Annexe I du contrat principal de la subvention, Réf. ENI/2018/400-818

Une subvention de l'Union européenne n'a pas pour objet principal de financer des achats, des aménagements de locaux, le recrutement de personnel, mais **une action conduisant à des résultats.**

Dans le cas présent, **les projets doivent consister en des actions de développement des CFP**, dont le financement est déjà assuré par l'État tunisien : fourniture et mise à disposition des locaux, équipements techniques, fonctionnaires du CFP,...

Le projet devra être organisé avec l'objectif de permettre aux Centres de rayonner dans leur environnement.

Il s'agit d'organiser le projet sur une action et des résultats, en s'appuyant essentiellement sur les outils et ressources pédagogiques renforcés par le projet.

L'évaluation des projets prendra en compte cette approche, selon l'objectif spécifique IRADA « améliorer la qualité et la pertinence de l'offre de formation initiale », en répondant à des besoins identifiés du secteur privé, dans une perspective durable.

6. MONTANT DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE MISE À DISPOSITION

Le montant indicatif global mis à disposition par le programme IRADA dans le cadre d'appels à projets s'élève à huit millions d'euros, soit environ un million d'euros par gouvernorat.

L'administration contractante se réserve la possibilité de ne pas attribuer tous les fonds disponibles, d'envisager des compléments de financements de projets.

6.1 Montant des subventions

Toute demande de subvention dans le cadre du présent appel à projets peut être comprise entre les montants minimum et maximum conseillés suivants :

Montant minimum conseillé : 100 000 euros²

Montant maximum conseillé : 500 000 euros³

Toute demande de subvention dans le cadre du présent appel à projets pourra être subventionnée à hauteur de 100% du total des coûts éligibles de l'action selon l'éligibilité des **coûts autorisés** (cf. § 12 ci-après).

IRADA, le montant global du projet pourra être supérieur au plafond imposé pour un projet dans un gouvernorat. Le budget sera attribué au CFP demandeur, chef de file⁴ dans son gouvernorat. La convention entre CFP bénéficiaires déterminera la répartition de l'attribution globale à destination de chaque CFP bénéficiaire.

Ex. : dans le cas où le projet est proposé par des CFP de plusieurs gouvernorats du programme IRADA, le budget global peut être mutualisé, avec la contribution de chacun des budgets des gouvernorats concernés. Ainsi, un budget de 800 000 EUR pourrait mettre à contribution 400 000 EUR d'une région et 200 000 EUR de chacune des deux autres régions, le budget étant confié au plus gros bénéficiaire du financement.

N.B. : Les subventions seront versées en dinars tunisiens par l'ATFP à partir du compte en devises (EUR) de la banque centrale tunisienne approvisionné par l'Union européenne au cours de change du jour.

² Un projet d'un montant inférieur peut être financé s'il répond aux critères d'éligibilité

³ Un projet d'un montant supérieur peut être financé s'il répond aux critères d'éligibilité

⁴ le chef de file est nommé en fonction des ressources disponibles dans sa région, entreprises partenaires, formations existantes, espaces de formations existants...

7. RÈGLES APPLICABLES AU PRÉSENT APPEL À PROJETS

Les présentes lignes directrices définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions financées dans le cadre du présent appel à projets. Le programme IRADA étant financé par l'Union européenne, les règles applicables **s'inspirent** des règles du PRAG 2018⁵, mais sont assouplies pour ce premier exercice d'appel à projets afin de respecter la philosophie du programme IRADA, qui veut que cet exercice vous permette d'acquérir une première expérience (pour certains) de réponse aux appels à projets.

8. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Il existe **trois critères d'éligibilité**, qui concernent respectivement :

- **Les demandeurs**, c'est-à-dire les Centres de Formation Professionnelle publics et les organisations du secteur économique privé (dans le cadre de partenariats Public/Privé) qui font la demande.
- **Les projets régionaux de formation/emploi** pouvant bénéficier d'une subvention.
- **Les coûts** pouvant être inclus dans le calcul du montant de la subvention.

8.1 Éligibilité des demandeurs et des partenaires

A- Demandeur et/ou chef de file

Pour pouvoir prétendre à une subvention, le demandeur doit satisfaire aux conditions suivantes : être un Centre de formation professionnelle sous tutelle de l'un des 3 opérateurs du secteur public (ATFP, AVFA, AFMT)

et

être établi dans un des 8 gouvernorats ciblés par le Programme IRADA

et

être directement mandatés pour la préparation, la signature du contrat de subvention et de la gestion du projet avec le(s) partenaire(s) privé(s) et pouvoir produire toutes les pièces justificatives exigées dans le cadre de l'appel

Les demandeurs potentiels ne peuvent participer à cet appel s'ils se trouvent dans une des situations mentionnées au point 2.3.3 du Guide pratique PRAG/UE (version août 2018).

Le demandeur doit agir avec un/des partenaire(s) privé(s) conformément aux prescriptions ci-après.

Si la subvention lui est attribuée, le centre de formation demandeur devient le bénéficiaire identifié. Il conçoit et coordonne la mise en œuvre de l'action. Il est l'interlocuteur principal de l'administration contractante.

8.2 Partenaire(s) du secteur privé

Le partenariat du CFP demandeur avec un ou des partenaire(s) du secteur privé est obligatoire.

Au minimum un partenaire du secteur privé doit être associé au projet.

Le(s) partenaire(s) du secteur privé participe(nt) à la définition et à la mise en œuvre de l'action, **mais les coûts liés au projet ne sont pas éligibles**, contrairement à ceux supportés par les centres de formation.

⁵ Le présent appel à projets n'est cependant pas tenu de respecter stricto sensu les règles du PRAG

Le partenariat avec un ou des partenaire(s) du secteur privé doit être formalisé par une « Convention ou un Accord-cadre de partenariat », qui précise le rôle et les attributions de chacun, les objectifs de l'accord ou de la Convention et les modalités de coopération (voir Annexe C).

Pour participer à l'appel à projets, le partenaire doit être une personne morale de droit public et/ou privé appartenant et justifiant leur appartenance (enregistrement) à l'une des catégories indiquées ci-après, domicilié dans le même gouvernorat que le CFP, crée et en activité depuis au moins deux ans.

- i) entreprises ou groupement d'entreprises
- ii) organisations professionnelles ;
- iii) centres de recherche privés
- iv) organismes privés de formation
- v) établissements privés d'enseignement supérieur
- vi) coopératives, groupements de producteurs, associations professionnelles
- vii) représentations régionales/locales fédérations professionnelles, chambres consulaires
- viii) associations et organismes privés en faveur du développement économique régional

8.3 Codemandeur(s)

Un projet peut être présenté par un groupement de CFP demandeurs issus de plusieurs régions ou de la même région : il y a alors un demandeur « chef de file » et un (ou des) codemandeur(s)

Les CFP codemandeurs participent à la définition et à la mise en œuvre de l'action, et les coûts qu'ils encourent sont éligibles au même titre que ceux encourus par le demandeur, chef de file.

Les CFP codemandeurs doivent signer le mandat du dossier complet de demande de subvention. Ils devront formaliser un accord de partenariat avec le demandeur qui précisera la répartition budgétaire de la subvention.

Si la subvention leur est attribuée, les éventuels codemandeurs deviendront les co-bénéficiaires de l'action, avec le demandeur ou chef de file (coordonnateur).

8.4 Associés

D'autres organisations ou personnes peuvent être associées au projet : les associés participent effectivement au projet, mais ne peuvent prétendre au bénéfice de la subvention.

Les associés suivants sont encouragés :

- Autorités locales et/ou régionales
- Coopératives, groupement de producteurs, associations professionnelles, représentation régionale et/ou locale de fédérations professionnelles, chambres consulaires...
- Associations et autres organismes en faveur du développement économique régional
- Centre de recherche, organismes de formations privés
- Établissements publics ou privés d'enseignement supérieur

8.5 Contractants

Les CFP bénéficiaires peuvent attribuer des marchés.

Les contractants sont soumis aux règles de passation de marchés énoncées à l'annexe IV du modèle de contrat de subvention PRAG/UE (version août 2018).

9. PROJETS ÉLIGIBLES : POUR QUELLES ACTIONS UNE DEMANDE PEUT-ELLE ÊTRE PRÉSENTÉE ?

9.1 Définition

Un projet comprend une série d'activités à conduire dans le but d'atteindre les résultats fixés en fonction des objectifs ciblés.

9.2 Durée

La durée de **mise en œuvre des projets** ne doit pas excéder 24 mois à partir de la signature du contrat,

La durée initiale de mise en œuvre des projets ne doit pas excéder 24 mois⁶ à partir de la signature du contrat.

La mise en œuvre de l'action commence le jour suivant de la signature par la dernière des deux parties.

9.3 Secteurs ou thèmes

Tous les projets doivent viser une meilleure insertion socioéconomique des bénéficiaires de la formation professionnelle (formation initiale), une meilleure employabilité (formation continue) ou de meilleurs services annexes proposés par les acteurs publics régionaux de la formation professionnelle et de l'emploi.

Les secteurs ou thèmes prioritaires auxquels les projets doivent se rapporter (**non limitatifs**) sont des **projets de création et/ou d'adaptation de l'offre de formation initiale ou continue d'un CFP** répondant à la demande d'un ou plusieurs secteurs d'activité de la région, de l'environnement socioéconomique régional ou des PDPP.

Ces projets pourront inclure des formations et renforcements des capacités d'un (ou plusieurs) CFP.

Ces projets viseront à mieux répondre ainsi aux besoins de l'environnement socioéconomique local.

9.4 Couverture géographique

Les actions doivent être mises en œuvre dans le gouvernorat, et éventuellement en partie dans un ou plusieurs des 7 autres gouvernorats cibles du programme IRADA : **le partenariat interrégional est donc fortement conseillé.**

N. B. Pour des raisons de disponibilité de l'offre de ressources et de compétences en formation, les activités de formation des CFP pourront se dérouler dans d'autres gouvernorats cibles du programme ou hors cibles du programme.

9.5 Types de projet

9.5.1 les types de projets éligibles

Les types de projets pouvant bénéficier d'un appui financier dans le cadre du présent appel peuvent concerner tous les aspects d'amélioration de la qualité de la formation, pour peu qu'ils soient réalisés avec au moins un partenaire du secteur économique privé. Ces projets pourront comporter notamment :

- l'information et l'orientation professionnelle
- une démarche d'analyse des besoins avec les partenaires sociaux

6 - Tel qu'indiqué dans l'annexe II, article 12.5 du contrat de subvention ENI/2018/400-818, 4 ans au total avec report possible de 18 mois

- l'élaboration/adaptation de programmes et projets de formation initiale et/ou continue
- la mise à niveau d'équipements
- la démarche qualité des CFP
- la formation technique de formateurs
- le management du CFP
- l'évaluation des résultats de la formation
- le suivi de l'insertion des diplômés
- etc.

Une attention particulière sera apportée à l'amélioration de l'employabilité des jeunes et des femmes, et des PSH qui figurent parmi les populations les plus vulnérables (voir la priorité 5).

9.5.2 les Types de dépenses non éligibles

Les types de projets qui ne sont pas éligibles sont ceux qui ne respectent pas les règles d'origines, les mesures restrictives et les principes généraux applicables aux marchés et aux subventions tels que mentionnées aux points **2.3** ; **2.4** et **2.5** du Guide pratique PRAG/UE (version août 2018) et en particulier les actions suivantes :

Les actions suivantes :

- Liées au renforcement du marché noir, de la corruption, du non-respect de l'hygiène et la sécurité, et la lutte contre la pollution
- En partenariat avec une structure privée en cessation de paiement ou répertoriée comme indésirable par l'Union européenne
- Bénéficiaire à et/ou mises en œuvre exclusivement par un demandeur du secteur de l'enseignement supérieur et/ou de la recherche, ou par un demandeur du secteur de l'enseignement primaire ou secondaire général
- Servant uniquement ou principalement à parrainer la participation de particuliers à des ateliers, séminaires, conférences et congrès, actions consistant uniquement ou principalement à financer des bourses individuelles d'études ou de formation⁷ ;
- Portant sur la construction d'infrastructures ou de bâtiments
- Bénéficiaire à et/ou mises en œuvre exclusivement par un demandeur opérateur du secteur privé de la formation professionnelle
- Soutenant financièrement et/ou politiquement des partis politiques, groupe religieux ou incluant des aspects de prosélytisme religieux ou politique,
- Consistant exclusivement ou prioritairement en dépenses en capital (par exemple : achat de terrain, construction de bâtiment, équipement et véhicules) à l'exception de petits aménagements de construction qui peuvent être autorisés
- Discriminantes à l'égard de personnes ou de groupes de personnes en raison de leur genre, de leur orientation sexuelle, de leurs croyances religieuses ou de l'absence de leurs croyances religieuses, de leur origine ethnique, de leur âge.

À noter que la prise en charge dans le cadre d'une action de formation-insertion des frais de déplacement et d'hébergement des bénéficiaires par le demandeur, n'est pas assimilable à une bourse d'études ou de formation

7 - La prise en charge dans le cadre d'une action de formation-insertion des frais de déplacement et d'hébergement des bénéficiaires par le demandeur, même si elle constitue l'action principale du projet et pour autant qu'elle débouche sur l'insertion socioéconomique de ces derniers, n'est pas assimilable à une bourse d'études ou de formation.

10. TYPES D'ACTIVITÉS

Plusieurs types d'activités, possiblement complémentaires, et correspondantes à des besoins et attentes du secteur privé, peuvent être envisagés pour monter un projet :

10.1 Développement de l'offre de formation initiale/continue en réponse à des besoins de l'économie régionale

Cela pourrait concerner des activités de conception, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation d'actions de formation, en réponse à des besoins en compétences identifiés par la PDPP, ou par d'autres acteurs de l'environnement économique régional.

10.2 Amélioration de l'accompagnement de la formation et de l'accès à l'emploi

- Bases de données thématiques, géographiques par les PDPP, avec la participation des CFP, à partir des besoins et attentes du secteur privé.
- Placement et suivi en entreprise pour :
 - les sortants
 - les apprentis
 - les bénéficiaires de stages en entreprise
- Création ou amélioration d'outils et interfaces régionales d'appui à l'entrepreneuriat

10.3 Activités d'adaptation des référentiels (nouvelles compétences, nouveaux modules)

Il s'agit d'adapter une spécialité déjà implantée dans un Centre, en vue de répondre à des spécificités régionales non couvertes par le programme national : développement des documents, de curricula, de modules complémentaires, acquisition d'équipements, formation des formateurs, etc.

10.4 Adaptation de l'offre de formation initiale en réponse à des besoins de l'économie régionale

Il s'agit de **l'implantation de nouvelles spécialités de formation** à mettre en œuvre par un CFP, à la demande des milieux économiques/entreprises locaux, intégrant une participation des entreprises à la réalisation des programmes de formation et/ou à l'évaluation de fin de formation, ce qui suppose :

- 1) des mesures dérogatoires par rapport aux procédures actuelles de traitement des dossiers de demande d'ouverture de spécialités (minimum 3 ans via le circuit formel actuel)
 - une étude de faisabilité dont notamment :
 - cartographie du tissu d'employeurs potentiels dans le secteur, la filière, la chaîne ou la maillon (aux niveaux local, régional, bassin d'emploi, national, international) et potentiel de création d'activité + poids économique et social ;
 - potentiel d'insertion (et/ou engagement(s) d'embauche) de jeunes diplômés sur 5 ans minimum (localement, sur la région, au niveau national et international) ;
 - cartographie de l'offre de formation existante, réponse aux besoins, identification des écarts et justification (quantitative et qualitative) de l'implantation de la spécialité
 - prévision réaliste des flux d'entrées/sorties/diplômés annuels sur 5 ans en regard des perspectives d'insertion professionnelle
- 2) un budget prévisionnel d'investissement et de fonctionnement de la spécialité.

- 3) l'identification des besoins en ressources humaines (nombre et profils de compétences pour les formateurs notamment) et stratégie réaliste de mobilisation de ces profils (dans le cadre réglementaire actuel ou avec des mesures dérogatoires approuvées par la tutelle).
- 4) un plan de communication, d'information et d'orientation pour recruter de futurs apprenants.
- 5) une Convention de partenariat avec des organisations professionnelles et/ou entreprises.

10.5 Réorganisation et amélioration du management des CFP (ATFP, AVFA et AFMT)

- Formalisation de l'implication de partenaires dans le pilotage du CFP et dans l'offre de formation
- Renforcement ou mise en place d'un outil interne d'accompagnement des entrants et de suivi des sortants par les responsables des relations CFP/entreprises
- Création et/ou amélioration de l'organisation interne (comité de gestion, appui à l'entrepreneuriat...)
- Définition, structuration et organisation d'activités génératrices de revenus (mise à disposition du plateau technique, formation continue ou à la carte, expos/ventes, autres services aux usagers et actions spéciales...);
- Formation de formateurs et/ou appui au renforcement de compétences et spécialités
- Renforcement et validation de formations certifiantes en management de projets (par exemple, MS project, Leadership,...)

10.6 activités favorisant la mise en synergie régionale et/ou thématique

(même incluses dans un DPP⁸)

- Les projets de réorganisation et amélioration du management des CFP pourront faire l'objet d'un regroupement au plan régional ou national
- Les projets concernant la même thématique ou les mêmes éléments de la chaîne de valeur seront évalués et mis en œuvre en prenant en compte de l'intérêt de regroupement et/ou synergie entre des projets identiques ou parallèles entre CFP

10.7 Activités non prévues par la PDPP locale

Ces projets devront obtenir l'approbation formelle de la PDPP pour être présentés.

II. VISIBILITÉ

Les demandeurs doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement ou cofinancement par l'Union européenne. Les actions financées entièrement ou partiellement par l'Union européenne doivent autant que possible comprendre des activités d'information et de communication visant à sensibiliser tout ou partie du public aux motifs de l'action, au motif de l'aide fournie par l'Union européenne dans le pays ou la région concernée, ainsi qu'aux résultats et impact de cette aide.

Les demandeurs doivent se conformer aux objectifs et priorités et garantir la visibilité du financement de l'UE (se référer au manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'UE tel qu'établi et publié par la Commission européenne),

(https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/communication-visibility-requirements-2018_en.pdf)

⁸ - DPP, dossier de prescription de projet

12. ÉLIGIBILITÉ DES COÛTS

La responsabilité contractuelle des dépenses encourues par le projet sera liée à la double signature d'un « Régisseur » (Directeur du CFP) et d'un « comptable » (comptable ou économiste du CFP), qui auront été formés aux procédures de gestion de la subvention.

Les coûts directs éligibles⁹ :

- les frais d'achat d'équipement (neuf ou occasion) et de fournitures destinés spécifiquement aux besoins de l'action, pour autant qu'ils fassent l'objet d'un transfert de propriété à la fin de l'action comme prévu au point 7.5
- **Les impôts, taxes et droits, y compris la TVA, payés et non récupérables par le(s) bénéficiaire(s), sauf disposition contraire dans les conditions particulières.**

Les budgets élaborés en dinars tunisiens doivent être convertis en euros dans l'Annexe B du projet.

La Rubrique Équipement et fournitures ne pourra dépasser 60% des coûts éligibles avec des possibilités de dérogations :

Les rubriques 5 (assistance technique, organisation de réunions, voyages locaux et voyages étrangers, formation de formateurs) et 6 (achat d'équipement) seulement sont à maintenir dans le budget, tout doit être noté dans la note succincte.

• L'achat d'un véhicule ne sera pas autorisé

Seuls les « coûts éligibles » peuvent être couverts par une subvention. Les types de coûts inéligibles sont indiqués ci-dessous. Le budget constitue à la fois une estimation des coûts et un plafond global des « coûts éligibles ». La prise en compte des coûts éligibles sera établie sur la base des coûts correspondant au budget effectivement supportés par le CFP bénéficiaire (et par le(s) partenaire(s)).

Les recommandations d'attribuer une subvention sont toujours subordonnées à la condition que les vérifications précédant la signature du contrat de subvention ne révèlent pas de problèmes nécessitant des modifications du budget (par exemple, les erreurs arithmétiques, les inexactitudes, les coûts irréalistes et les coûts non éligibles).

Cette procédure de vérification peut donner lieu à des demandes de clarification et conduire l'administration contractante à imposer des modifications ou des réductions afin de corriger ces erreurs ou inexactitudes. Ces corrections ne peuvent entraîner une augmentation de la subvention.

En conséquence, il est dans l'intérêt des demandeurs de fournir un **budget réaliste et d'un rapport coût efficacité convenable**. Pour être éligibles aux fins du présent appel à projets, les coûts doivent respecter les conditions prévues à l'article 14 des conditions générales du modèle de contrat de subvention. (voir annexe D).

12.1 Coûts inéligibles

Les coûts suivants ne sont pas éligibles :

- **Les salaires du personnel de l'administration nationale (même pour les heures supplémentaires spécifiques au projet)**
- **les coûts indirects supportés pendant la mise en œuvre de l'action**
- les dettes et la charge de la dette (intérêts)
- les provisions pour pertes ou dettes futures éventuelles

⁹ - Inscrits dans l'annexe II du contrat de subvention

- les coûts déclarés par le(s) bénéficiaire(s) et financés par une autre action ou un autre programme de travail bénéficiant d'une subvention de l'Union européenne (y compris par le FED)
- les achats de terrains et d'immeubles
- les pertes de change
- les crédits à des tiers

13- OÙ ET COMMENT ENVOYER LA NOTE SUCCINCTE

La note succincte et la déclaration du demandeur (comprise dans la note succincte) doivent être envoyée en version électronique version PDF à l'adresse mail suivante :

contact@irada.com.tn avec copie à Yassine.becha@irada.com.tn, evelyne.vaillant@gopa.de et Saloua.lachheb@gopa.de, xavier.leblanc.1@gmail.com et mariaolivia.ds@gmail.com

13.1 Date limite de soumission du dossier

La date de soumission des projets est liée à la date de cérémonie officielle de lancement des appels à projets et est inscrite dans le tableau en pièce jointe aux présentes lignes directrices

- La date limite de soumission de la note succincte est fixée au **jour de lancement officiel + 35 jours** tel que prouvé par la date d'envoi du mail
- l'heure limite de réception est fixée à : **< 23h59 heures (heure locale)**

13.2 Informations pour la préparation des dossiers de réponse à l'appel à projets

Afin de garantir l'égalité de traitement des demandeurs, l'administration contractante ne peut pas donner d'avis préalable sur l'éligibilité des demandeurs, d'une action ou d'activités spécifiques.

Aucune réponse individuelle ne sera donnée aux questions posées.

Toutes les questions et leurs réponses ainsi que d'autres informations importantes communiquées aux demandeurs au cours de la procédure d'évaluation **seront publiées en temps utile régulièrement Il est par conséquent recommandé de consulter le site internet www.irada.com.tn**

Suite à l'évaluation des résumés de projet, les CFP demandeurs retenus peuvent envoyer leur dossier complet du projet. Le délai proposé pour cette préparation du dossier complet sera de 30 jours pour les demandeurs sélectionnés à l'issue de la 1re étape.

Il comportera les documents suivants et sera envoyé à l'adresse mail suivante dans le délai suivant **jour du lancement officiel + 65 jours (35 jours 1ère étape et 30 jours 2ème étape)**

Annexe A2 : Dossier complet de projet	(format PDF)+support numérique
Annexe B : Budget	(format Excel)+support numérique
Annexe C : Accord/Convention avec le partenaire privé	(format PDF)+support numérique

La conformité entre la Déclaration du demandeur et les pièces justificatives fournies par ce dernier sera vérifiée.

14. PRÉSENTATION DE LA DEMANDE ET PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA DEMANDE

Une réunion/ou séance d'information sera organisée le 21 juillet à 9h30 à distance via une Visio-réunion avec l'ensemble des régions, à laquelle tous les CFP demandeurs potentiels et les parties prenantes concernées seront invitées à participer. La publication se fera sur les sites des deux ministères sur le site IRADA et sur le site de l'ATFP, avec la publication des lignes directrices avec ses annexes et du calendrier par régions des dates de soumission.

14.1 Vérification administrative et évaluation des résumés de projet

1ERE ÉTAPE, ÉVALUATION DE LA NOTE SUCCINCTE

L'enregistrement de la demande faite par mail et la vérification administrative seront effectués par un membre de l'UGP centrale

- Respect de la date limite : à défaut, la demande sera automatiquement rejetée.
- Respect du modèle et du contenu du résumé de projet et des autres éléments demandés (validation préalable de l'éligibilité)

Si une des informations demandées fait défaut ou est incorrecte, la demande peut être rejetée ou faire l'objet de demande de pièce complémentaire

14.2 Étape 1 : Envoi du contenu du résumé de projet ou note succincte¹⁰

Dans un premier temps tous les demandeurs peuvent participer, et auront à envoyer leur note succincte dès le lancement de l'appel à projets, ainsi que le budget (non détaillé), dans les **35 jours** suivant le lancement de l'appel à projets.

Seuls sont invités à remettre une demande complète, les demandeurs retenus à l'issue de la présélection réalisée à partir de l'évaluation de la note succincte, annexée au présent cahier des charges (**Annexe A1**).

Attention : Les demandeurs doivent soumettre leur demande en français, et les dossiers manuscrits ne seront pas acceptés.

À compter de la date de la réunion de présentation de la procédure¹¹, vous avez **15 jours** pour demander des clarifications supplémentaires, à l'adresse mail suivante : contact@irada.com.tn, les réponses seront accessibles sur le site : www.irada.com.tn

En second lieu, le nombre de notes succinctes sera réduit en tenant compte du rang dans la liste.

À ce stade, les conclusions de l'évaluation de chacun des projets par les assesseurs seront présentées pour approbation à chaque comité d'évaluation régional.

Suite à cette 1re étape, l'administration contractante enverra un mail aux demandeurs principaux, spécifiant si leur demande a été soumise avant la date limite, les informant du numéro de référence qui leur a été attribué et si leur note succincte de présentation a été évaluée ainsi que les résultats de cette évaluation.

Seuls les dossiers ayant atteint un score d'au moins 50 points sur 70 points seront retenus pour la 2^{ème} étape.

¹⁰ - Conformément à la procédure d'appel à proposition restreinte

¹¹- Prévue le 21 juillet

14.3 Étape 2 : Envoi du dossier complet

À l'issue de la clôture de la 1^{ère} étape, si votre demande est validée, vous recevrez une réponse écrite par mail¹² et vous aurez encore **30 jours**¹³ à partir du lendemain de la date de clôture de la 1^{ère} partie (remise de la note succincte) pour adresser les pièces complémentaires qui permettent d'avoir le dossier complet :

Le projet de budget détaillé (Annexe B)

- Les copies des accords-cadres, conventions, lettres d'engagement avec le ou les partenaires privés (Annexe C)

Un budget détaillé sera présenté seulement par les demandeurs invités à soumettre une demande complète.

Les éléments budgétaires définis dans le dossier de résumé de projet ne devront pas être modifiés dans la demande complète : la subvention de l'UE ne pourra pas varier de plus de 20 % par rapport à l'estimation initiale, notamment au niveau de chaque rubrique budgétaire principale.

Le demandeur, chef de file, **peut adapter la durée de l'action si des circonstances** imprévues ne relevant pas du champ d'application des demandeurs se sont produites après la soumission de la note de présentation et exigent une telle adaptation (risque de non-exécution de l'action). Dans ces cas, la durée doit rester dans les limites prévues dans le cahier des charges à l'intention des demandeurs. Une explication/justification du remplacement/de l'ajustement concerné sera fournie dans une lettre ou un courriel d'accompagnement.

À cette étape, seul le dossier de résumé de projet sera évalué. Il est par conséquent très important que ce document contienne TOUTES les informations pertinentes concernant l'action.

Toute erreur ou incohérence majeure relatives aux instructions peut aboutir au rejet du projet.

Le comité d'évaluation se réserve le droit de demander des éclaircissements lorsque les informations fournies ne lui permettent pas de réaliser une évaluation objective.

À l'issue des **30 jours**, le comité d'évaluation aura **7 jours** pour vous inviter à venir soutenir votre projet

14.4 Étape 3 : Soutenance orale

L'épreuve orale se déroulera sur une période d'une demi-journée, une lettre d'invitation pour l'oral vous parviendra par mail. Le directeur du centre de formation et/ou une personne¹⁴ de son choix feront une présentation orale de **20 minutes** avec un support de présentation projeté (PowerPoint), suivie de **10 minutes** de questions-réponses autour du projet. Pour les questions-réponses, vous pourrez être assistés du représentant de l'entreprise partenaire et/ou de toute personne impliquée dans le projet.

12 - La réponse par mail vous arrivera dans les 15 jours qui suivent le dépôt de la note succincte, donc vous devez anticiper et vous préparer à envoyer le dossier complet en attendant la réponse (favorable ou défavorable)

13 - La réponse par mail vous arrivera dans les 15 jours qui suivent le dépôt de la note succincte, donc vous devez anticiper et vous préparer à envoyer le dossier complet en attendant la réponse (favorable ou défavorable)

14- Qu'il aura choisi parce qu'elle maîtrise le contenu du projet et pour ses capacités à convaincre à l'oral

15- ÉVALUATION ET SÉLECTION DES PROJETS ET ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION

Les demandes seront examinées et évaluées par des assesseurs (note succincte) et par un Comité d'évaluation (note succincte/soutenance orale du projet final). Toutes les demandes seront évaluées selon les étapes et critères décrits ci-après.

Les dossiers de projet satisfaisant à ce contrôle seront ensuite évalués sur **70 points** :

15.1 Critères de la note succincte

- Filières porteuses d'emploi identifiées par le diagnostic des Plateformes de Dialogue Public-Privé
- Projets identifiés par le groupe thématique emploi/formation professionnelle et validés par la PDPP
- Projets qui répondent à des attentes régionales

Priorité 1 : Projets contribuant à l'emploi des apprenants des CFP dans des structures privées locales

- devant être recrutés à la suite du programme IRADA (insertion dans l'emploi)
- développant leur propre activité économique (auto-emploi)
- maintenus dans leur emploi (renforcement de compétences)
- développement de l'employabilité (mobilité interne ou externe)

Priorité 2 : Renforcement des capacités du CFP vers des projets publics/privés

- Projet techniquement innovant
- Appui au renforcement interne du CFP
 - restructuration interne et bonne gouvernance
 - organisation en gestion de projets
- Renforcement du CFP en matière de décentralisation
 - outils d'autonomisation, cohérence du projet et du contrat d'objectifs avec la tutelle (quand un contrat d'objectifs existe)
 - partenariat régional
 - réseaux thématiques/géographiques

Projet techniquement innovant, appui au renforcement interne du CFP, restructuration interne et bonne gouvernance, organisation en mode projet « orienté résultats » renforcement de la décentralisation, outils d'autonomisation (pilotage, reporting, organisation, management, délégation...)

Priorité 3 : Conception, faisabilité et cohérence du projet

Conception, faisabilité, cohérence avec le contrat de partenariat, cohérence du projet avec le contrat d'objectif avec la tutelle (quand un contrat d'objectifs existe)

Les projets s'appuient sur un cadre logique (en annexe) qui permet de mesurer les risques, d'anticiper les difficultés, de s'assurer de la faisabilité du projet, traçabilité des résultats avec des indicateurs objectivement vérifiables (IOV) et donc de répondre à la priorité n° 3

Priorité 4 : Pérennité prévisible des résultats du projet et mise en réseau des CFP

- Impact
- Appropriation locale et effets multiplicateurs (bonnes pratiques)
- Mise en réseau thématique ou géographique des centres de formation
- Dynamique entre centres, entre partenaires, actualisation de la veille et prospective
- Développement d'outils et de travaux régionaux multiacteurs et pluridisciplinaires

Priorité 5 : Transversalité du projet

- Priorités transversales : appui aux groupes vulnérables (chômeurs, femmes, jeunes),
- Droits de l'homme, démocratie, bonne gouvernance, droits des enfants et des minorités
- Personnes en situation de handicap, chômeurs, jeunes, décrocheurs scolaires, illettrés
- Égalité homme/femme
- Développement durable

15.2 Grille de cotation des notes succinctes

Les critères d'évaluation sont divisés par rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique est notée entre 1 et 5 comme suit :

1 = très insuffisant, 2 = insuffisant, 3 = moyen, 4 = bon, 5 = très bon

Priorités des projets IRADA	Critères des projets IRADA	Note	Activités du Guide ATEP de positionnement des CPF
Emploi Priorité 1 : Projets contribuant à l'emploi des apprenants des CFP dans des structures privées locales	Soit devant être recrutés à la suite du programme IRADA (insertion dans l'emploi)	5 Points	-Le centre a su anticiper les besoins du marché du travail ou a su répondre aux besoins du marché du travail et a su proposer des modules aux apprenants et aux entreprises pour favoriser une insertion dans l'emploi durable et/ou a su proposer des modules pour aider l'apprenant à créer son auto-emploi
	Soit développant leur propre activité économique (auto-emploi)		- Le centre a décliné la vision nationale de l'Agence en axes de progrès et objectifs, tenant compte du développement local en matière de qualification et des besoins des entreprises marché du travail
	Soit maintenus dans leur emploi (renforcement de compétences)	5 points	Le centre a su analyser les compétences à renforcer en situation de travail et a su valider cette analyse avec l'entreprise (ou les entreprises) et a traduit les compétences à renforcer en plan de formation
	Soit développement de l'employabilité (mobilité interne ou externe)	5 points	Le centre a su analyser les facteurs d'employabilité interne et externe et a su appuyer l'entreprise dans le développement de l'employabilité (actualisation des compétences tout au long de la vie
TOTAL priorité 1		15 points	

Priorités des projets IRADA	Critères des projets IRADA	Note	Activités du Guide AFTP de positionnement des CPF
Structuration CFP Priorité 2 : Renforcement des capacités du CFP vers des projets publics/privés	Projet technique-ment innovant	5 Points	L'innovation dans les méthodes & les contenus est démontrée
	Appui au renforcement interne du CFP - restructuration interne et bonne gouvernance - organisation en gestion de projets - Renforcement du CFP en matière de décentralisation - outils d'autonomisation, cohérence du projet et du contrat d'objectifs avec la tutelle (quand un contrat d'objectifs existe) - partenariat régional - réseaux thématiques/ géographiques	10 Points	<ul style="list-style-type: none"> - Les parties prenantes sont identifiées, leur rôle est clarifié - L'organisation du centre est structurée, l'organigramme est détaillé - Le management autour du projet est structuré avec les champs de délégation, le pilotage... - Les méthodes et les contenus pédagogiques sont décrits - Les outils et/ ou méthodes sont développées dans la partie narrative - Les parties prenantes sont identifiées, leur rôle est clarifié - Une vision qui s'intègre dans une vision globale de l'AFTP est développée - Le bon fonctionnement des instances du centre est assuré - L'articulation et la recherche de synergie avec les autres centres sont démontrées - Les besoins de formation et de prestations associées sont identifiés et analysés
	TOTAL priorité 2		15 points

Priorités des projets IRADA	Critères des projets IRADA	Note	Activités du Guide AFTP de positionnement des CPF
Qualité du projet Priorité 3 : Conception, faisabilité et cohérence du projet	Conception	5 Points	<ul style="list-style-type: none"> - L'innovation dans les méthodes & les contenus est démo -La logique d'intervention (cadre logique) - Les ressources humaines sont adaptées en effectif et en profil aux prestations assurées par le Centre - La gestion du patrimoine du centre est assurée
	Faisabilité	5 Points	<ul style="list-style-type: none"> - Les conditions d'organisation matérielles de la réalisation des formations sont remplies - Le centre maîtrise les méthodes et dispose des outils et ressources nécessaires à la mise en œuvre de la formation
	Cohérence du contrat de partenariat	5 Points	<ul style="list-style-type: none"> - La cohérence du contrat de partenariat au regard du projet du centre de formation
TOTAL priorité 3		15 points	

Priorités des projets IRADA	Critères des projets IRADA	Note	Activités du Guide AFTP de positionnement des CPF
Utilité économique Priorité 4 : Pérennité prévisible des résultats du projet	Impact	5 Points	- L'analyse des effets et de l'impact (durabilité, efficacité, cohérence, pertinence) est formalisée
	Appropriation locale et effets multiplicateurs	5 Points	- L'appropriation locale et les effets multiplicateurs sont formalisés - Les modalités de capitalisation et de généralisation sont proposées
	La capitalisation		
	Mise en réseau thématique ou géographique du CFP	5 Points	La mise en réseau thématique ou géographique du CFP est proposée
TOTAL priorité 4		15 points	

Priorités des projets IRADA	Critères des projets IRADA	Note	Activités du Guide AFTP de positionnement des CPF
Utilité sociale Priorité 5 : Transversalité du projet	Appuis concrets aux groupes vulnérables (chômeurs, femmes, jeunes)	10 Points	- Les demandeurs de formation sont informés et orientés par le Centre Des actions concrètes sont formalisées : - Pour identifier les métiers accessibles aux PSH - Pour promouvoir les femmes dans les métiers réservés aux hommes, pour adapter le programme - Pour les décrocheurs, pour améliorer l'accueil, l'orientation et l'assiduité des apprenants
TOTAL priorité 5		10 points	
TOTAL		70 points	

15.3 Grille de notation de la soutenance orale

Les critères d'évaluation sont divisés par rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique est notée entre 1 et 5 comme suit :

1 = très insuffisant, 2 = insuffisant, 3 = moyen, 4 = bon, 5 = très bon

Thème	Critères	Note
Le support de présentation	1.1 Qualité du graphisme	5
	1.2 Qualité des enchaînements	
	1.3 Qualité des informations	
	1.4 Qualité de la synthèse	
La Présentation orale	- Posture	5
	- Capacité à convaincre	5
	- Gestion du stress	5
	- Gestion du temps	5
	- Articulation, voix, débit	5
TOTAL		30 points

Les dossiers de projet seront notés sur 100 points par le Comité d'évaluation :
La note écrite sur 70 Points, la note orale sur 30 points

Les notes sont attribuées par les membres du Comité d'évaluation.

Suite aux résultats de cette évaluation, une liste sera établie avec l'ensemble des demandes classées selon leur score : les demandes ayant obtenu le meilleur score seront sélectionnées jusqu'à l'épuisement du budget prévu pour le présent appel à projets.

Une liste de réserve sera en outre établie suivant les mêmes critères. Cette liste sera utilisée si davantage de fonds deviennent disponibles pendant la période de validité.

Après l'évaluation faisant suite à la présentation orale du dossier de demande complet, le Comité d'évaluation régional fera une recommandation finale.

Chaque projet subventionné fera l'objet d'un contrat de subvention régi selon les règles du PRAG/UE.

Les demandeurs seront avisés par écrit de la décision prise au sujet de leur demande et, en cas de rejet, des raisons de cette décision négative.

16. CALENDRIER INDICATIF DES APPELS À PROJETS

Activités	Date prévue
Accompagnement à l'élaboration de projets	2 ^{ème} semestre 2019 et 1 ^{er} trimestre 2020
Lancement des appels à projets et réunions régionales d'information dans les gouvernorats sélectionnés	Juillet 2020
Date limite de soumission des résumés, note succincte 35 jours par région	Entre juillet et septembre
Information des demandeurs chefs de file sur l'ouverture, vérifications administratives et évaluation des résumés de projet note succincte (étape 1)	Entre août 2020 et septembre 2020
Invitations à soumettre le dossier complet	Entre juillet et septembre
Date limite de soumission du dossier complet du projet (30 jours)	Entre septembre 2020 et novembre 2020
Présentation orale du projet devant le Comité d'évaluation	Entre août 2020 et septembre 2020
Information des demandeurs concernant l'évaluation du dossier complet (étape 2)	Entre septembre et novembre
Vérification d'éligibilité des partenaires	Entre septembre et novembre
Notification de l'attribution (après vérifications)	Entre septembre et novembre
Signature du contrat et versement	Dernier trimestre 2020

REGIONS IRADA	Date début 1 ^{ère} étape de l'AàP (saisie manuelle)	Date de fin à 35 jours	Date début, 2 ^{ème} étape de l'AàP, un jour après date de fin à 35 jours	Date de fin à 30 jours après date début 2
BIZERTE	09/07/2020	13/08/2020	14/08/2020	13/09/2020
GABES	08/07/2020	12/08/2020	13/08/2020	12/09/2020
GAFSA				
JENDOUBA				
KASSERINE				
MEDENINE	03/07/2020	07/08/2020	08/08/2020	07/09/2020
SFAX				
SIDI BOUZID				

17. COMPOSITION DU COMITÉ D'ÉVALUATION

17.1 Le comité d'évaluation régional

Un Comité d'évaluation sera organisé, pour juger des projets présentés par les CFP avec leur partenaire privé.

Afin de garantir l'indépendance de ce comité, deux principes de base seront garantis :

- **Intégrité du Comité (sélection des membres et conduite de l'activité)**
- **Transparence et égalité de traitement des dossiers**

Chacun des membres du Comité d'évaluation régional, de même que chacun des assesseurs, signera un « **Engagement d'impartialité et de confidentialité** »

a. Composition du Comité d'évaluation

Le Comité d'évaluation régional comprendra 3 membres votants (chacun 1 voix) qui seront désignés par un membre de l'antenne IRADA de la région qui en assurera le Secrétariat :

- **3 représentants régionaux (après concertation régionale)**

- Autorité régionale (Gouvernorat/Direction régionale FPE)
- Secteur privé
- Société civile

Par ailleurs le Comité d'évaluation inclut la participation d'observateurs non-votants, enregistrés comme participants :

- **Un(e) représentant(e) de l'Union européenne**
- **Un représentant de l'ATFP, AVFA, AFMT**
- **Si possible un/des représentants de partenaires techniques et financiers impliqué dans le projet (GIZ, BIT...)**
- **Un représentant des services centraux du MFPE ; MARHP ; MTT**
- **(selon projet) experts techniques du domaine**

Pour chaque Comité d'évaluation régional, un Président (le président de la plateforme de dialogue public-privé) coordonnera les activités du Comité.

b. Organisation des réunions des Comités d'évaluation régionaux

Les membres du comité d'évaluation doivent prendre part à toutes les réunions : toute absence doit être consignée et justifiée dans le rapport d'évaluation.

Tout membre du comité d'évaluation qui se retire du comité d'évaluation pour quelque raison que ce soit doit être remplacé par un suppléant, conformément à la procédure standard de nomination des membres du comité d'évaluation : chaque membre du comité aura un suppléant.

Tout remplacement d'un membre du comité doit être consigné et justifié dans le rapport d'évaluation qui sera signé par tous les membres.

Tous les évaluateurs ont les mêmes droits de vote.

L'attribution des notes finales est une décision conjointe du comité d'évaluation régional.

Dans l'étape d'évaluation des résumés de projet, le comité se réserve le droit de procéder à des réévaluations, dans des cas dûment justifiés et dont les raisons devront être clairement expliquées.

17.2 Utilisation d'assesseurs

Deux assesseurs internationaux ont été identifiés avant la période du lancement des appels à projets, pour être disponibles au moment souhaité. Ils seront nommés pour les huit régions. Ils ont été sélectionnés, car ils répondent aux critères établis suivants :

- Connaissance du dispositif de formation professionnelle Tunisien
- Connaissance de l'ingénierie pédagogique
- Connaissance des cursus et curricula de formation professionnelle
- Connaissance de la réforme de la FP en Tunisie
- Connaissance de l'organisation de l'ATFP
- Connaissance du guide de positionnement de l'ATFP
- Connaissance du programme IRADA
- Connaissance du fonctionnement des centres de formation
- Connaissance de l'environnement socio-économique et des spécificités des huit régions du programme IRADA

Ces assesseurs effectueront l'évaluation des notes succinctes des CFP demandeurs, selon les critères détaillés dans les lignes directrices.

Les assesseurs analyseront les notes succinctes des CFP et leurs annexes, en utilisant les critères d'évaluation publiés dans les lignes directrices, à l'aide d'une grille d'évaluation contenant les critères et les notes.

Chaque note succincte sera analysée par deux assesseurs travaillant de manière indépendante. Ils ne communiqueront pas entre eux leurs notations afin d'éviter toute influence.

Chaque comité d'évaluation régional sera amené à faire la péréquation des notes remises par les deux assesseurs pour pondérer les écarts (si nécessaire).

18. CONDITIONS DE RECOURS

Les lettres aux demandeurs, chefs de file, retenus doivent être envoyées dans les 15 jours suivant la décision d'attribution : les demandeurs, chefs de file, dont les propositions n'ont pas été retenues doivent être informés des motifs de non-validation dans les 15 jours suivant la notification aux demandeurs, chefs de file, retenus.

Pour la non-admission après de la première étape, le recours peut se faire auprès du comité d'évaluation. En cas de contestation suite à l'avis du comité d'évaluation, un recours auprès de la Commission européenne est possible.

19. CONDITIONS DE LA MISE EN ŒUVRE APRÈS LA DÉCISION DE SÉLECTION¹⁵

Suite à la décision d'attribution de l'ATFP, l'AVFA, l'AFMT, le bénéficiaire se verra proposer un contrat (par l'ATFP, l'AVFA, et l'AFMT)

Les contrats de financement du projet seront signés entre :

- Le Directeur général ATFP, l'AVFA, et l'AFMT
- Le Directeur du Centre de formation professionnelle bénéficiaire (chef de file, demandeurs)

et seront endossés par les PDPP

Les contrats seront également endossés par les PDPP

Par la signature du dossier de présentation du projet, les demandeurs accepteront, si leur projet est sélectionné, les conditions contractuelles du modèle de contrat de subvention.

Le centre de formation a la responsabilité de la mise en œuvre de la subvention et la passation de marchés¹⁶.

DOCUMENTS À COMPLÉTER POUR LE DOSSIER DE PROJET

ANNEXE A 1 : RÉSUMÉ DE PROJET (FORMAT WORD)

ANNEXE A 2 : DOSSIER COMPLET DE PROJET (FORMAT WORD)

ANNEXE B : BUDGET (FORMAT EXCEL)

ANNEXE C : MODÈLE DE CONVENTION/ACCORD-CADRE
DE PARTENARIAT CFP/PARTENAIRE PRIVÉ

ANNEXE D :

ANNEXE E : ÉGILIBITÉ DES COÛTS

15 - Les règles seront inscrites dans un manuel de procédures spécifique pour la mise en œuvre faisant l'objet d'accord entre les 3 directions

16 - Si les marchés sont tunisiens, pas de référence au PRAG